

## Les enjeux de l'histoire du temps présent et de l'histoire immédiate.

Les programmes de troisième et de terminale font une large place à l'histoire du temps présent et à l'histoire immédiate. Celles-ci ont fait l'objet ces vingt dernières années d'une réflexion approfondie et d'un intérêt renouvelé qui contribuent à en définir les fondements épistémologiques.

### Qu'est-ce qui différencie l'histoire du temps présent et l'histoire immédiate ? Cette distinction a-t-elle encore une raison d'être ?

En 1994 dans *L'histoire immédiate* (PUF, Collection *Que-Sais-Je ?*, n° 2841, 1994), Jean-François Soulet en donnait la définition suivante :

Le terme d'histoire immédiate est justement controversé. On ne peut, en effet, faire l'histoire de l'instant. Pour qu'il y ait histoire, il faut un temps de recherche et de réflexion, donc un certain délai. [...] Pourquoi, dès lors, ne pas lui préférer l'expression "temps présent", devenue notamment l'emblème d'un institut de recherche du CNRS spécialisé dans l'étude de la France contemporaine ? En premier lieu, parce que celle-ci ne nous paraît pas plus satisfaisante que celle d'histoire immédiate. Parler de temps présent pour évoquer la Seconde Guerre mondiale ou même la Guerre d'Algérie n'est guère convaincant. En outre, nous souhaitons nous démarquer des chercheurs qui limitent la période dite du temps présent à la date butoir de l'accessibilité aux archives publiques (30 ans le plus souvent) [...]

**Au total, nous entendons donc par histoire immédiate, l'ensemble de la partie terminale de l'histoire contemporaine, englobant aussi bien celle dite du temps présent que celle des trente dernières années; une histoire, qui a pour caractéristique principale d'avoir été vécue par l'historien ou ses principaux témoins."**

Jean-François SOULET, *L'histoire immédiate*, PUF, Collection *Que-Sais-Je ?*, n° 2841, 1994.

(voir également le site du groupe de recherche en histoire immédiate <http://w3.univ-tlse2.fr/grhi/presentation/definition.htm>, *L'histoire immédiate sur le web*, Université de Toulouse Montmirail)

En 2000 dans le *Bulletin de l'IHTP* n °75, « L'histoire du temps présent, vingt ans après », Henri Rouso parle lui de « l'histoire du temps présent », ou de « l'histoire très contemporaine », ou encore de « l'histoire du XXe siècle », trois des dénominations les plus courantes de ce champ scientifique.

Sur son site, G. Pervillé, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Toulouse - Le Mirail, spécialiste de la guerre d'Algérie, propose un article de 1993 qui souligne toute l'ambiguïté de la distinction entre histoire du temps présent et histoire immédiate, « Histoire immédiate, histoire du temps présent, ou histoire contemporaine : le cas de la guerre d'Algérie (1993) », publié dans le n° 3 des *Cahiers d'histoire immédiate* - créés par le fondateur du Groupe de recherche en histoire immédiate (GRHI) Jean-François Soulet, pp. 95-105:

« [...] je ne crois pas nécessaire de l'appeler histoire immédiate, ni même histoire du temps présent. Il me paraît plus simple et plus juste de l'appeler histoire contemporaine - ou très contemporaine - à condition de prendre cette expression dans son vrai sens : une période mobile, dont nous sommes ou dont nous pouvons rencontrer des contemporains. [...] C'est ce que je tenterai de démontrer, d'abord d'une façon générale, puis dans le cas particulier de la guerre d'Algérie ».

[http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id\\_article=88](http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=88)

Il concluait en 1993 que, trente ans après son issue, l'histoire de la guerre d'Algérie ne relève pas de l'histoire immédiate mais appartient pleinement à l'histoire contemporaine : à la fois passée, comme tout événement historique, et néanmoins présente par sa mémoire, ses séquelles et ses conséquences.

Toutefois il joint à cet article une note récente, qui revient sur l'ambiguïté des notions d'histoire contemporaine, d'histoire immédiate et du temps présent, alors qu'il est devenu membre du GRHI (Groupe de recherche en histoire immédiate) :

« Je ne renie pourtant pas cette démonstration qui reste logique, même si elle a été manifestement démentie par la suite des événements. En effet, la guerre civile qui

commençait en Algérie nous a très vite obligés à réfléchir d'une manière plus complexe sur les rapports entre le passé et le présent, qui ne peuvent se réduire à un éloignement croissant du passé en fonction du temps écoulé, mais doivent tenir compte de plus en plus de l'inversion apparente du temps par les retours de mémoire, lesquels font que le passé peut redevenir présent ou être considéré comme tel. En ce sens, l'histoire immédiate, ou histoire du temps présent, est bien plus qu'une formule paradoxale ».

### **Quelles réticences ont pu soulever l'histoire du temps présent et l'histoire immédiate ?**

Guy Pervillé rappelle les réticences des historiens à étudier historiquement des faits très contemporains. Ceux-ci ont longtemps mis en avant le manque d'impartialité, de sérénité, l'inaccessibilité des archives publiques pour une durée minima de trente ans (selon la loi de 1979), le manque de recul chronologique, et la brièveté des crises événementielles (guerres ou révolutions) qui interdisent de situer les faits récents dans la longue durée.

« Ces objections sont fondées sur une conception élevée du travail de l'historien, qui consisterait à élaborer une interprétation parfaite et définitive à partir de sources exhaustives. Mais ce noble idéal est parfaitement utopique. L'exhaustivité des sources est un mythe : elles ne seront jamais toutes disponibles en même temps. Nier l'existence de sources utilisables moins de trente ans après les faits, c'est ignorer les acteurs et les témoins survivants, dont le nombre va en diminuant, leurs mémoires et leurs témoignages écrits, leurs archives privées, ainsi que les énormes ressources de la presse. Les archives publiques ne sont qu'une source importante parmi d'autres [...] <sup>1</sup> ».

Il cite Thiers, qui trente ans après la Terreur, écrivait en 1823 dans le prospectus de son *Histoire de la Révolution française* : « Il est temps que des écrivains appartenant à la génération actuelle et ne tenant à la Révolution que par le commun intérêt de la justice et de la liberté se fassent enfin les historiens de cette époque mémorable et nous en retracent l'utile et instructif souvenir. Si le moment est difficile, peut-être même périlleux pour les écrivains, il est extrêmement favorable à la recherche de la vérité. Assez éloigné des événements pour permettre de les bien juger, il ne l'est pas assez pour que les témoins oculaires aient disparu ».

G. Pervillé souligne à la fois les limites d'une vision qui consiste à croire que le

---

<sup>1</sup> [http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id\\_article=88](http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=88)

dépassionnement d'événements passionnels se ferait automatiquement en fonction du temps écoulé et rappelle les polémiques suscitées par la commémoration du bicentenaire de la Révolution française.

Selon lui, toute histoire est « médiata ». L'historien prend son temps : le temps de l'enquête, de la réflexion, de la rédaction. Les historiens du contemporain peuvent prolonger leurs études jusqu'à l'actualité, en la situant dans une perspective historique, « particulièrement quand il s'agit d'événements achevés (même depuis très peu de temps) et dont leur travail ne peut influencer l'aboutissement. Prétendre qu'un délai minimum de trente ans est indispensable à une étude scientifique, c'est nier l'existence de toutes les sciences sociales qui travaillent dans le présent<sup>2</sup> ».

### *Un nouveau régime d'historicité*

En 2000 dans le *Bulletin de l'IHTP* n° 75, H. Rousso propose une analyse sur « L'histoire du temps présent, vingt ans après ».

Il note que si l'histoire du temps présent comme discipline a été finalement acceptée, et si elle a connu une réelle reconnaissance, c'est grâce au contexte particulier des deux dernières décennies. Durant cette période, les souvenirs des crises du XXe siècle, au premier rang desquelles le nazisme, la Seconde Guerre et le Génocide, mais aussi les guerres coloniales, ou la question du communisme, ont pris un poids de plus en plus lourd dans la conscience collective. De plus, les sociétés développées ont connu un profond changement dans leurs modes de relation au passé. Il relève notamment le souci de préservation des traces du passé ; le développement à l'échelle internationale, nationale, régionale et locale des politiques du patrimoine ; la question de la mémoire ; la volonté d'agir sur le passé, de le rejuger :

« Ces indices signalent un changement dans la perception même du temps et de l'espace (le « temps mondial », la « globalisation »), qui affecte la perception du présent, du futur, et du passé. Celui-ci n'est plus quelque chose de « révolu », mais une matière sur laquelle on peut agir au même titre que l'on agit sur le présent : d'où l'importance de la mémoire, et le fait que le passé se décline dans ce registre plutôt qu'en termes d'« histoire », puisque la mémoire étant la présence du passé, il est *a priori* possible d'agir sur celle-ci alors qu'il est absurde de

---

<sup>2</sup> idem

vouloir changer le passé. En ce sens, le débat contemporain entre histoire et mémoire pourrait se résumer en une formule : l'important n'est plus ce qui a été mais ce qu'il faut retenir et ce sur quoi on peut agir <sup>3</sup>».

Henri Rousso évoque un changement de rapport au passé ou de « régime d'historicité ».

### **Des domaines de recherche en évolution et redéfinition constantes**

En novembre 2004, après avoir présidé douze ans aux destinées de l'IHTP, Henry Rousso a démissionné. Après de vifs débats internes, Christian Ingrao et Fabrice d'Almeida ont été nommés comme Directeur adjoint et Directeur de l'IHTP. S'ils se placent dans la continuité de François Bédarida, Robert Franck et Henry Rousso, leur rapport de novembre 2005 « Situation et projets d'avenir pour l'IHTP »

(<http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?rubrique154&lang=fr>)

propose de nouvelles pistes de réflexion et une nouvelle définition de l'histoire du temps présent, qui se veut une histoire « croisée », « partagée », sortant l'historien du cadre académique national, ouverte notamment à des travaux à l'échelle européenne et intercontinentale (« Enfin s'impose l'ultime échelle d'analyse, celle de la globalité. Le laboratoire travaille en effet à échelle intercontinentale pour quelques sujets tests (...) une réflexion sur la vie politique dans les pays colonisés, en particulier à travers l'étude des partis politiques « indigènes », face aux techniques de censure et au processus électoral fera l'objet d'un colloque coorganisé avec l'université d'Alger ainsi que d'une coopération avec le Centre d'histoire sociale de l'Université de Tunis. Autre exemple de cette réflexion intercontinentale le projet « Colonialism and Postcolonialism fascism » (...) C'est un autre terrain où se pose la question des sorties de guerre et des transitions politiques et judiciaires »).

Ces réflexions se veulent un nouvel élan pour une histoire du temps présent qui n'a cessé de mener des réflexions épistémologiques et qui sous Henri Rousso a posé des fondements importants.

Dans le *Bulletin de l'IHTP* n° 75<sup>4</sup>, H. Rousso soulignait le développement en vingt ans de la recherche en histoire du temps présent. Il relevait quatre éléments centraux dans la réflexion

---

<sup>3</sup> <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article471>

<sup>4</sup> idem

sur l'histoire du temps présent: le témoin, la mémoire, la demande sociale, l'événement.

- La question du *témoin* : voir les articles de D. Voldman sur le site de l'IHTP (un article sur les sources orales est disponible sur Strabon et reprend notamment les apports de la réflexion de D. Voldman : <http://www.histoire.ac-versailles.fr/spip.php?article500>)

La question du témoignage pose également celle des sources. Jean-François Soulet, dans *L'histoire immédiate* notait :

« Nous pensons que, avec ou sans archives officielles, l'histoire peut et doit s'écrire, et que le travail de l'historien reste possible, sous certaines conditions, jusqu'à une date très rapprochée de nous <sup>5</sup> ».

Définissant ses objectifs pour la période 2003-2006 le groupe d'histoire immédiate souhaitait notamment intensifier l'effort de réflexion sur les sources spécifiques (sources audiovisuelles, médiatiques, sources orales).

- La *mémoire* est constitutive de l'histoire du temps présent, précisément à cause de la présence d'acteurs vivants. Est-elle pour autant une préoccupation structurelle à toute histoire du temps présent ou est-elle à relier à l'« ère de la commémoration » dont parle Pierre Nora ?

- L'intérêt prononcé pour *l'événement* est-il constitutif de toute histoire du temps présent, « qui serait ainsi obnubilée par le « souvenir de la dernière catastrophe en date » [...], le visible, le fracassant et l'assourdissant, bref condamné à l'histoire événementielle, comme le reproche lui en est encore fait [...] ? Ou cet intérêt pour l'événement résulte-t-il aussi du fait que ce siècle a vu le statut de l'événement changer, dans sa nature comme dans sa perception ? On pourrait ainsi dire que c'est le XXe siècle en tant que tel qui est un siècle « événementiel »...<sup>6</sup>

- Quel rapport entretient l'histoire du temps présent avec la demande sociale ?

---

<sup>5</sup> *L'histoire immédiate*, PUF, Collection Que-Sais-Je ?, N° 2841, 1994.

<sup>6</sup> <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article471>

Henri Rousso revient sur la définition de la « demande sociale », qu'il souhaite distinguer de « l'expertise » :

« cette expression, très générale, désigne des attentes susceptibles d'être traduites en termes de projet de recherche, dont l'opportunité et la faisabilité sont, dans un premier temps, définies non par le milieu scientifique lui-même, [...] mais par une sollicitation extérieure à ce milieu, avec des finalités et des modalités autres ou présentées autrement que celles qui animent, en principe, toute entreprise de connaissance scientifique. Contrairement à un *topos* très répandu, la demande sociale n'est pas l'expertise. Cette dernière notion, beaucoup plus précise, désigne une part et une part seulement de la demande sociale, celle qui mobilise des connaissances au service d'une *action*, publique ou privée, et qui a donc pour finalité, non pas la seule compréhension du réel, mais la volonté de le changer. [...] <sup>7</sup> ».

Comme le relève Henri Rousso, le débat renvoie à la redéfinition des rapports entre pouvoir, savoir et société, mais aussi à la place de l'historien, et plus généralement de l'intellectuel, dans la société.

« Pour être ici un peu prescriptif, il faudrait donc, de manière idéale, répondre à une demande aux conditions suivantes : rester en partie maître de la question posée, et toujours essayer de créer les conditions d'un échange, d'un dialogue, même conflictuel, avec le demandeur – c'est le principe de la double liberté du demandeur et de l'expert, du politique et du savant ; n'accepter que des situations où une contre-expertise est possible, en particulier dans la question de l'accès aux archives utilisées de manière privilégiée par les experts ; éviter ainsi les commissions exclusivement composées d'historiens (et ayant un accès exclusif aux documents), et encourager les commissions pluralistes dans lesquelles les historiens ont une place parmi d'autres ; réfléchir enfin aux effets d'image qui peuvent avoir une vie propre, indépendante des résultats objectifs obtenus, ou de la réalité du travail accompli [...] <sup>8</sup> ».

### **Toute histoire est-elle une « histoire de son temps » et tout historien « un homme de son temps » ?**

L'histoire très contemporaine des grands conflits n'a rien d'une nouveauté, mais, comme le note G. Pervillé, elle dépend de l'intérêt qu'elle présente du point de vue de la cohésion

---

<sup>7</sup> idem

<sup>8</sup> idem

nationale et de la légitimité de l'État. Il s'appuie sur le traitement différencié des trois guerres que sont la Première et la Seconde guerre mondiale, ainsi que la guerre d'Algérie.

Il note que la Grande Guerre a été globalement considérée comme une épreuve positive pour le sentiment national et l'État a très vite patronné la création d'institutions destinées à sa commémoration et à son étude : Société d'histoire de la guerre, *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, Bibliothèque-musée de la guerre à Vincennes (origine de la BDIC), cours de Pierre Renouvin à la Sorbonne.

« La Deuxième guerre mondiale était un cas différent. La défaite, l'occupation et la collaboration comportaient de nombreux aspects honteux [...]. Mais la Résistance et la Libération étaient des sujets de fierté pour la nation libérée et des sources de légitimité pour les régimes qui en étaient issus. C'est pourquoi, une nouvelle fois, les pouvoirs publics encouragèrent la création d'institutions vouées à la recherche historique [...]. La guerre d'Algérie est un cas tout différent. Bien que la Vème République lui doive sa fondation, il est impossible d'y voir une source de légitimité et de cohésion nationale. [...] Le résultat fut une volonté officielle d'amnésie, qui s'est traduite par une série de lois d'amnistie (de 1962 à 1982) et par l'absence de tout encouragement à la recherche historique [...]»<sup>9</sup>.

Depuis les années 1980, cette situation s'est modifiée (en 1978 création de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), fondation par le directeur du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale, Henri Michel, d'un nouvel Institut d'histoire des conflits contemporains (IHCC) qui intègre une commission du Maghreb, animée par Charles Robert Ageron, colloque sur « La guerre d'Algérie et les Français », qui eut lieu au siège parisien du CNRS en décembre 1988, puis en 1989, le général Bassac, directeur du Service historique de l'armée de terre (SHAT), a pris l'initiative de publier les principaux documents de ses archives relatifs à l'Algérie de 1943 à 1964 en une série de douze volumes intitulée « La guerre d'Algérie par les documents », sous la direction de l'historien universitaire Jean-Charles Jauffret).

La question des guerres mondiales comme « matrice du XX<sup>e</sup> siècle » relève également d'une certaine interprétation du passé au regard du présent, que note H. Rousso dans le *Bulletin de l'IHTP* n° 75:

---

<sup>9</sup> [http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id\\_article=88](http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=88)



« [...] depuis plusieurs années, c'est la Première Guerre mondiale qui fait l'objet de relectures approfondies, et qui est présentée à son tour (en fait, c'est une forme de « retour ») comme une matrice du siècle, en particulier dans le cadre d'une analyse de la violence de guerre ou de la violence politique, caractéristiques du XXe siècle.

[...] Ou s'agit-il de remplacer l'année 1940 comme événement matriciel, par 1914 ? Dans cette hypothèse, il faut alors prendre garde à ne pas être là aussi prisonnier d'un contexte : celui de l'après-1989 et de la fin du système inauguré en 1917 par la Révolution bolchevique, au même titre que les défenseurs de l'autre « matrice », celle de la Seconde Guerre mondiale, ont été un peu prisonniers malgré eux du contexte de la mémoire émergente du Génocide, lui-même conséquence d'une évolution politique et culturelle plus générale, qualifiée schématiquement de « post-moderne » [...] L'important ici n'est pas d'identifier une rupture par goût gratuit de la périodisation, mais de pointer le fait que si notre temps présent a été conditionné dans ses modes de pensée, dans son organisation sociale, dans son espace international plutôt par la Seconde que par la Première Guerre mondiale, cela n'a pas les mêmes implications, en particulier sur la question de l'influence et de l'impact de l'idéologie sur le réel social [...]. Les totalitarismes sont-ils pour partie la conséquence de la « brutalisation subie ou acceptée, en tout cas intériorisée, de la Grande Guerre, avant d'être à leur tour l'une des causes de la violence radicale de la Seconde Guerre mondiale ? [...]»<sup>10</sup>.

**« Faire de l'histoire aujourd'hui. Quels changements ont affecté le métier d'historien depuis les analyses que proposaient Marc Bloch : aspects épistémologiques, politiques, sociaux et techniques ? »**

Cette interrogation ouvre la présentation du séminaire de recherche *Figures contemporaines de l'épistémologie de l'histoire*, organisé au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (UVSQ), Institut d'histoire du Temps Présent, par Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia. <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article665>

Parmi les thèmes d'étude pour 2007-2008 on pourra notamment relever les interventions suivantes :

---

<sup>10</sup> Article disponible sur le site de l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent) <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article471#FN11>

François Hartog : Le cas Pierre Vidal-Naquet ; Gérard Noiriel : L'engagement des historiens ; Sylvain Protano : Les directeurs de thèse ; Hervé Drévilion : L'histoire bataille : une forme de l'histoire culturelle ?; Pascal Brioist : Histoire des techniques comme histoire culturelle ; Emmanuelle Picard : Les enseignants-chercheurs en Histoire.

Ce séminaire doit déboucher en 2009 sur l'organisation d'un colloque international, qui a l'ambition de contribuer à la compréhension du métier d'historien d'aujourd'hui.

Les exemples précédents, comme l'organisation par l'IHTP de ce séminaire, montrent bien que « Comprendre le métier d'historien aujourd'hui en regard de Bloch implique pour nous non seulement de questionner les inflexions épistémologiques (comme la réflexion renouvelée sur la question de la preuve) mais également d'analyser, dans une perspective plus sociologique, les conditions nouvelles de l'exercice du métier et de la diffusion des travaux historiques ainsi que la place et le rôle de la « communauté » des historiens dans la cité <sup>11</sup>».

C'est poser la question :

« Dans quelle mesure l'histoire continue-t-elle à ouvrir aux hommes « une route [...] vers le vrai et, par la suite, le juste<sup>12</sup> » ?

### **Proposition pédagogique: l'exemple de la guerre d'Algérie en Terminale**

Ces extraits, destinés à être proposés au moment de l'étude de la guerre d'Algérie en classe de Terminale, visent à faire réfléchir les élèves sur les questions des mémoires, des témoignages oraux, et sur l'histoire du temps présent en général. Ils constituent notamment un rappel et un enrichissement de la réflexion que certaines classes ont mené sur les mémoires de la Seconde guerre mondiale.

Document 1

[...] Pourquoi est-ce à Oran que les derniers mois de l'Algérie française et les premiers jours de l'Algérie indépendante ont été les plus meurtriers, les plus terribles ?

Oran est la première ville d'Algérie où la population européenne dépasse en nombre la population musulmane. En 1961, les statistiques donnent, en gros, 400 000 habitants, dont 220 000 Européens et

<sup>11</sup> <http://www.ihtp.cnrs.fr/spip.php?article665>

<sup>12</sup> idem

180 000 musulmans. [...]

Avec retard sur Alger, mais avec les mêmes moyens, l'OAS d'Oran se lance aussi dans le terrorisme, les coups de main spectaculaires, les hold-up dans des banques ou dans des entreprises pour se procurer des fonds, les expéditions sanglantes contre des Algériens musulmans. [...]

Le 19 mars 1962, à midi, au moment où le général Ailleret, commandant en chef en Algérie, ordonne l'arrêt des combats, une émission pirate de l'OAS fait entendre la voix de Raoul Salan, qui, avec véhémence, condamne le cessez-le-feu et les accords d'Evian, puis donne l'ordre de " *harcèlement contre les forces ennemies* ". Le 20 mars, un détachement de l'OAS tire au mortier sur la casbah d'Alger : 24 morts et 60 blessés, tous Algériens. Le même jour, fusillades à Oran : 10 morts et 16 blessés. Le 26 mars, l'armée, débordée, tire sur une foule d'Européens à Alger. [...]

Le 8 avril, un vote massif au référendum organisé par l'Elysée (90,7 % des suffrages exprimés, 24,4 % des électeurs n'ont pas participé au vote) donne au président de la République la capacité juridique " *d'établir des accords et de prendre des mesures au sujet de l'Algérie, sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962* ". Loin d'apaiser, les résultats de ce référendum poussent le commandement de l'OAS dans une folle escalade : la politique de la terre brûlée.

Le 24 avril au matin, à Oran, l'OAS s'attaque à une clinique [...]. Les plastiquages, les mitraillages, prennent une cadence infernale. Des gendarmes mobiles sont agressés, des blindés ripostent au canon de 20 mm et 37 mm. Les coups partent au hasard, contre des immeubles habités par des Européens. [...]

En dépit des consignes de l'OAS, qui interdit le départ des Européens (avec surveillance des agences de voyages), l'exode commence vers la métropole. [...] En mai, à Oran, quotidiennement, de 10 à 50 Algériens sont abattus par l'OAS. La férocité est telle que ceux qui habitent encore des quartiers européens les quittent en hâte. Chacun se barricade, se protège comme il peut. Certains musulmans quittent Oran pour rejoindre leurs familles dans les villages ou les villes n'ayant pas une forte population européenne. [...]

Le 7 juin 1962 est un des points culminants de la politique de la terre brûlée. Les commandos Delta de l'OAS incendient la bibliothèque d'Alger et livrent aux flammes ses soixante mille volumes. A Oran, c'est la mairie, la bibliothèque municipale et quatre écoles qui sont détruites à l'explosif. Plus que jamais, la ville, où règne une anarchie totale, est coupée en deux : plus un Algérien ne circule dans la ville européenne. [...]

Le 1er juillet 1962, la population algérienne vote en masse l'indépendance de l'Algérie. Le "oui" obtient 91,23 % par rapport aux inscrits, et 99,72 % par rapport aux votants. Le 3 juillet, jour où l'indépendance est officiellement proclamée, [...] Les Algériens déploient leur drapeau d'une Algérie nouvelle, vert et blanc, frappé d'un croissant rouge, manifestent leur joie [...] Est-ce, avec la fin officielle de la guerre, l'arrêt, enfin, des flots de sang ? Le 5 juillet 1962, c'est le drame. La foule des quartiers musulmans envahit la ville européenne, vers 11 heures du matin. Des coups de feu éclatent. On ignore les causes de la fusillade. Pour les reporters de *Paris-Match* présents sur place, " *on parle, bien sûr, d'une provocation OAS, mais cela semble peu vraisemblable. Il n'y a plus de commandos, ou presque, parmi des Européens qui sont demeurés à Oran après le 1 juillet, que d'ailleurs on considèrerait là au moins comme une date aussi fatidique que l'an 40* ". Dans les rues, soudain vides, commence une traque aux Européens. [...]

Le bilan du 5 juillet est lourd. Selon les chiffres donnés par le docteur Mostefa Naït, directeur du centre hospitalier d'Oran, 95 personnes, dont 20 Européens, ont été tuées (13 ont été abattues à coups de couteau). On compte, en outre, 161 blessés. Les Européens racontent des scènes de tortures, de

pillages et surtout d'enlèvements. [...]

**Benjamin Stora** [*Le Monde*, 27 août 1992]  
<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article871>

Document 2

***L'histoire face à la mémoire : Oran, le 5 juillet 1962 par Fouad Soufi***

**Cette communication a été présentée par Fouad Soufi au colloque *La guerre d'Algérie dans la mémoire et l'imaginaire*, organisé à Paris les 14, 15 et 16 novembre 2002, et publié en 2004 par les Editions Bouchène, Saint-Denis (pp. 133-147).**

Les événements qui marquèrent ce 5 juillet 1962 à Oran appartiennent à ces blessures de l'histoire de l'Algérie contemporaine et plus particulièrement de l'histoire de la guerre de libération nationale.

Ces événements – que la presse locale avait d'abord qualifiés d'incidents graves, de tragique journée – ont eu pour cadre une ville d'Oran à peine remise des effets de la férocité des actions de l'OAS. Aussi, les interrogations n'ont-elles pas manqué qui ont porté tout à la fois sur leur localisation dans la seule ville d'Oran, sur leur intensité et leurs motifs, sur leurs conséquences, sur l'interprétation qui leur a été donnée et sur leur place dans l'histoire commune de l'Algérie et de la France.[...]

**Quelques questions de principe : histoire, mémoire et violence.**

[...] Il se trouve que la construction historique de ces tragiques événements du 5 juillet à Oran, prend appui beaucoup plus sur la mémoire des acteurs, des témoins et des rescapés que sur les classiques documents d'archives. Et pour cause...

[...] Les archives de la Maison Lamy, devenue Régie communale des pompes funèbres, sont aussi muettes que celles de l'administration départementale, celles de l'Hôpital civil et l'antenne médicale de la rue Tombouctou n'ont pas survécu aux vicissitudes du temps. Les archives du FLN-Oran ont-elles existé ? [...]

Il reste la mémoire de ceux qui ont vécu ce drame. Il reste les témoignages autour desquels quatre constats peuvent être faits.

**1.** Il est facile de constater qu'il y a entre les deux rives de la Méditerranée un déséquilibre net. Face à une tradition, face à une pratique d'enregistrement de la mémoire, riche, ancienne et efficace au-delà de la Méditerranée, en Algérie l'acte d'écrire l'histoire, de livrer ses souvenirs, de consigner sa mémoire par écrit, est et reste encore problématique malgré quelques efforts.

**2.** Ces deux mémoires collectives diffèrent, fondamentalement, non pas par rapport au récit qu'elles font des événements, mais par rapport à l'utilisation qui en est faite aujourd'hui, et surtout par rapport à l'accueil qui est réservé aux sollicitations de l'historien.

Autant la mémoire des Français d'Oran a, apparemment, répondu facilement aux demandes dont elle a été l'objet, autant celle des Algériens a été difficile à découvrir et à déchiffrer. [...]

**3.** On comprend donc que, plus que jamais, histoire et mémoire fonctionnent sur deux registres

différents [...]. Mais ne partage-t-on pas des deux côtés de la Méditerranée le même souci d'instrumentaliser histoire et mémoire à des fins de légitimation ?

4. Il se trouve que l'historien fait face à des mémoires dont la complexité dépasse le clivage facile Algériens/Européens d'Oran en situation de guerre totale. D'un côté, parmi ceux qui ont échappé au massacre, beaucoup se souviennent qu'ils doivent la vie à l'intervention d'un inconnu ; de l'autre côté, ceux qui ont perpétré les crimes parlent difficilement alors que ceux qui ont contribué à ramener l'ordre finissent par évoquer les opérations de secours qu'ils ont menées. [...]

Ces précautions de méthode prises en compte, il est vrai que dans cette tentative de reconstruction des faits, la posture de l'historien est d'autant moins aisée que, d'une part, comme le note Dominique Julia, il « affronte ce qui justement peut apparaître comme le plus irrationnel, le plus inhumain, la violence et son cortège d'horreurs » et que, d'autre part, il se trouve face à un dossier d'histoire encore chaud. Henri Rousso l'avait déjà constaté au sujet de l'histoire de Vichy : « La distance n'est pas assez suffisante pour jouer du scalpel en toute innocence. » [...]

### **Conclusion : Comment inscrire l'événement dans l'histoire ?**

Alors comme l'écrit Michèle Villanueva, le 5 juillet serait-il le contrecoup des mois terribles que la population algérienne venait de vivre ? Beaucoup sont ceux qui à Oran retiennent cette hypothèse. [...]

L'histoire de cette journée ne peut se faire sans les souvenirs de ceux qui l'ont vécu. Et le recueil de la mémoire de celles et ceux qui l'ont vécue à Oran est loin d'être achevé. Mais cette histoire doit-elle se faire pour autant dans l'affrontement des mémoires ? [...] L'historien essaie de tenir compte de ces inévitables tensions qui naissent à l'évocation de ce drame. [...]

À lire et écouter les témoins, on comprend combien la mémoire est sélective, simplificatrice et manichéenne (Philippe Joutard). On comprend combien elle est impliquée dans des enjeux politiques du présent : [...] lutte contre l'héritage politique de De Gaulle, avec au passage quelque compte à régler avec le FLN diabolisé sans rémission, d'un côté de la Méditerranée ; de l'autre côté, contrôle du passé, en diabolisant à son tour la France coloniale [...], tout en rejetant toute implication personnelle dans le massacre. Les deux mémoires oranaises s'accordent alors pour fabriquer un passé à la mesure de leurs mythes. [...]

Ce qui importe est la croyance dans la réalité du phénomène. La falsification consciente ou inconsciente nous renseigne autant sur cet événement que le témoignage le plus sincère. Elle nous aide à comprendre comment une société tisse ses liens avec son passé. [...]

**Fouad Soufi**

<http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article1857>

A partir de ces deux extraits :

- 1- Rappelez le contexte dans lequel se déroulent les événements du 5 juillet 1962 à Oran.
- 2- Qui sont, lors de ces mois du début de l'année 1962, les protagonistes des événements et des tensions qui culminent le 5 juillet? Expliquez le statut et le rôle de chacun.
- 3- Quelles sont les sources sur lesquelles s'appuie l'historien du 5 juillet 1962 et les difficultés d'exploitation de celles-ci ou les précautions à prendre?

- 4- Pourquoi Fouad Soufi parle-t-il de deux mémoires oranaises ?
- 5- En quoi ces documents complètent-ils la réflexion menée sur les mémoires de la Seconde Guerre Mondiale ? Quels aspects déjà vus en début d'année retrouvez-vous ? Quels apports complémentaires à une réflexion sur les mémoires de guerre, les témoignages oraux et l'histoire du temps présent dégagent-vous de cette étude?